

Délibération du Conseil Municipal du Lundi 15 Décembre 2025

Délibération n°20251512-001

Nombre de membres en exercice :	15
Nombre de membres présents :	12
Nombre de pouvoirs :	00
Nombre de suffrages exprimés :	12
Date de convocation :	5 décembre 2025

L'an deux mil vingt-cinq, le lundi quinze décembre, à vingt heures, le conseil municipal de la ville d'Aigurande, régulièrement convoqué, s'est réuni au lieu habituel de ses séances, en session ordinaire, sous la présidence de Madame ELION Virginie, Maire.

Etaient présents : Mme ELION Virginie, M. MAILLIEN Bernard, Mme ALAPETITE Aurélie, M. DUFAY Dominique, Mme LAVERDANT Emilie, M. DEGAY Jean-Michel, M. REDEUILH Régis, Mme GIRAUDET Marie-Laure, M. PAIN Pierre, M. BOUSSAGEON Guy, M. COURTAUD Pascal, formant la majorité des membres en exercice.

Absents : Mme MAITRE Jacqueline, Mme LAMOT Annie, Mme DARCHY Pierrette

Pouvoirs :

M. MAILLIEN Bernard est nommé secrétaire de séance

ATTRIBUTION DE LA DELEGATION DE SERVICE PUBLIC D'EAU POTABLE ET D'ASSAINISSEMENT

Madame le Maire expose,

1 - Rappel du contexte

Le principe d'une délégation de service public pour la gestion des services d'eau potable et d'assainissement a été approuvé par délibération du Conseil municipal le 29 avril 2025.

Le cadre juridique retenu par le Conseil Municipal est celui de la concession de service, sous forme de délégation de service, définie à l'article L.1121-3 du Code de la Commande Publique et régie par les dispositions des articles L. 3100-1 et suivants et R. 3111-1 et suivants du Code de la Commande Publique.

Le contrat de délégation de service public prendra effet à compter du 1^{er} janvier 2027 pour s'achever le 31 décembre 2041 soit une durée de 15 ans (180 mois).

L'exploitation de ce service comprend :

En matière d'eau potable : la production, le stockage et la distribution

En matière d'assainissement collectif : la collecte, le transfert et le traitement des eaux usées

Pour les deux services publics : l'exploitation, l'entretien, la surveillance, les réparations de l'ensemble des ouvrages mis à disposition par la Commune, la réalisation des travaux définis par le Contrat, les relations avec les usagers des services et la gestion financière et commerciale des services.

La délégation du service confère au Déléataire le droit exclusif d'assurer la gestion du service dans le périmètre de la délégation. Cette gestion est assurée aux risques et périls du Déléataire conformément à la législation, dans le souci d'assurer la conservation du patrimoine de la Collectivité, la qualité du service rendu aux usagers et le respect de l'environnement, et dans le souci d'un développement durable.

2 - Rappel de la procédure suivie

La consultation a été engagée sur le fondement des dispositions de la troisième partie du Code de la commande publique, ainsi que par les articles L.1410-1 à L.1410-3, L.1411-1 à 1411-19 du CGCT et R.1411-1 à R.1411-8 du CGCT.

La procédure est une procédure ouverte. Il est ainsi demandé aux candidats de présenter leurs dossiers de candidature et d'offre simultanément.

La commune a envoyé à la publication le **2 juin 2025**, un avis de publicité dans les parutions suivantes :

- Le profil acheteur de la commune, www.pro-marchespublics.com, publié le 2 juin 2025,
- Le Bulletin Officiel des Annonces des Marchés Publics, BOAMP, avis n°25-61291 publié le 2 juin 2025,
- Le Journal Officiel de l'Union Européenne (JOUE), avis n°356170-2025 publié le 3 juin 2025

Une visite facultative des installations a été organisée le 18 juin 2025.

Comme stipulé au règlement de la consultation, **les candidats étaient invités à remettre simultanément leur candidature et leur offre avant le 31 juillet 2025 12h00.**

Une seule société a remis une candidature dans les délais fixés dans l'avis de concession et le règlement de consultation : la société **SAUR SAS (société par actions simplifiée)**, dont le siège social est 11 chemin de Bretagne 92 130 Issy-Les-Moulineaux représentée par Mme Estelle GRELIER, présidente de SAUR France (*SIRET : 339 379 984 05975*).

Les sociétés suivantes ont retiré le dossier de consultation, mais n'ont pas remis de candidature, ni d'offre :

-la société SUEZ Eau France s'est excusée par lettre du 27 juin 2025 signée par Jean-Charles BONNET, directeur commercial.

Lors de sa séance du 12 août 2025, la Commission de Délégation de Service Public a procédé à l'analyse de la candidature. Elle a été jugée conforme aux exigences et démontrant :

- Des garanties professionnelles et financières suffisantes à l'exécution du service public d'assainissement collectif
- Le respect de l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés prévue aux articles L. 5212-1 et suivants du Code du travail

- Leur aptitude à assurer l'exécution et la continuité du service public et l'égalité des usagers devant le service public

Le candidat SAUR a donc été admis à présenter une offre.

Lors de sa séance du 17 septembre 2025 à 9h, la Commission de Délégation de Service Public a procédé à l'analyse de l'offre et a proposé à Madame le maire d'entrer en négociation avec la société SAUR France.

Première réunion de négociation :

Le 18 septembre 2025, la commune a déposé sur son profil acheteur une première liste de questions à l'intention du candidat ainsi qu'une invitation à participer à une réunion de négociation le 7 octobre 2025. Conformément à la demande du courrier, le candidat a remis ses réponses sur le profil acheteur de la commune avant le 2 octobre 2025 à 12h00.

Deuxième réunion de négociation :

Le 8 octobre 2025, la commune a déposé sur son profil acheteur une deuxième liste de questions à l'intention du candidat ainsi qu'une invitation à participer à une réunion de négociation le 20 octobre 2025. Conformément à la demande du courrier, le candidat a remis ses réponses sur le profil acheteur de la commune avant le 14 octobre 2025 à 12h00.

Troisième réunion de négociation :

Le 21 octobre 2025, la commune a déposé sur son profil acheteur une troisième liste de questions à l'intention du candidat ainsi qu'une invitation à participer à une réunion de négociation le 5 novembre 2025. Conformément à la demande du courrier, le candidat a remis ses réponses sur le profil acheteur de la commune avant le 29 octobre 2025 à 12h00.

Suite à l'analyse de l'offre négociée, un dernier courrier a été adressé au candidat le 6 novembre 2025 pour pouvoir clôturer les négociations via le profil acheteur.

Aux termes de ces négociations, l'offre de la société SAUR France est apparue adaptée tant sur le plan technique que financier pour l'ensemble des motifs développés dans le rapport du Maire en date du 28 novembre 2025, lequel restera annexé à la présente délibération.

Le Maire propose de retenir l'offre de la société SAUR France, et de lui confier la gestion des services publics d'eau potable et d'assainissement de la commune pour une durée de 15 ans, à compter du 1^{er} janvier 2027.

3 - CONCLUSION

Il appartient au Conseil Municipal de se prononcer sur cette proposition au vu :

- Du rapport de la Commission de Délégation de service public présentant la liste des entreprises candidates admises à présenter une offre et l'analyse des propositions de celles-ci ;

- Au vu du rapport du Maire présentant les motifs de son choix et l'économie générale du projet de contrat de délégation des services publics d'eau potable et d'assainissement ;

Aussi,

Vu les articles L. 1411-1 et suivants du Code général des collectivités territoriales, plus spécialement son article L. 1411-5,

Vu les articles L. 3100-1 et suivants et R. 3111-1 et suivants du Code de la Commande Publique,

Vu la délibération par laquelle le Conseil Municipal a approuvé le principe de la délégation de service public en date du 29 avril 2025,

Vu le rapport d'analyse des candidatures du 12 août 2025,

Vu le procès-verbal de la Commission de délégation de service public portant examen des candidatures au sens de l'article L. 1411-5 du CGCT en date du 12 août 2025,

Vu le rapport d'analyse technique, juridique et financière des offres initiales en date du 15 septembre 2025,

Vu le procès-verbal de la Commission de délégation de service public portant examen des offres et avis de la Commission de délégation de service public au sens de l'article L. 1411-5 du CGCT en date du 17 septembre 2025,

Vu le rapport d'analyse technique, juridique et financière des offres finales en date du 24 novembre 2025,

Vu le rapport en date du 28 novembre 2025 de Madame le Maire, au Conseil Municipal, présentant les motifs de son choix et l'économie générale du projet de contrat de délégation du service public d'eau potable,

Considérant que le Conseil Municipal doit se prononcer sur l'attribution du contrat de délégation des services publics d'eau potable et d'assainissement,

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents

APPROUVE le rapport présenté par le Maire portant sur le choix de la société SAUR France chargée, par délégation, de l'exploitation des services publics d'eau et d'assainissement ;

APPROUVE l'économie générale du contrat, y compris les clauses tarifaires et financières pour le périmètre affermé ;

APPROUVE le contrat de délégation de service public pour la gestion des services publics d'eau potable et d'assainissement à conclure entre la société SAUR France et la Commune d'Aigurande pour une durée de 15 ans à compter du 1er janvier 2027, et ses annexes, en particulier les règlements des services d'eau potable et d'assainissement ;

AUTORISE Madame le Maire ou son représentant à signer le contrat de délégation de service public et toutes ses annexes ;

AUTORISE Madame le Maire ou son représentant à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération et signer tous les documents y afférents ;

PRECISE que seront annexés à la présente délibération, les documents qui ont été transmis aux conseillers municipaux :

- Concernant les documents relatifs aux candidatures :
 - Le procès-verbal de la commission de délégation de service public arrêtant la liste des candidats admis à présenter une offre,
 - Le rapport de la commission de délégation de service public portant analyse des candidatures, qui y est annexé
- Concernant les documents relatifs aux offres :
 - Le procès-verbal de la commission de délégation de service public rendant un avis à l'attention du Maire sur les offres initiales,
 - Le rapport de la commission de délégation de service public portant analyse des offres initiales, qui y est annexé,
 - Le rapport d'analyse technique, juridique et financière des offres finales en date du 24 novembre 2025.
 - Le rapport du Maire présentant les motifs du choix du Déléataire et l'économie générale du contrat,
 - Le contrat de délégation de service public et l'ensemble de ses annexes.

**POUR EXTRAIT CONFORME AU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU
CONSEIL MUNICIPAL,**

**Le Secrétaire de séance,
Bernard MAILLIEN**



**Le Maire,
Virginie ELION**

Publiée le :

